

Préface. Logique économique et logique écologique

Il fallait bien de l'audace à Inès Trépant pour proposer en un seul volume une synthèse portant à la fois sur la politique semencière de l'Union européenne et sa politique en matière de biocarburants ; sur la réglementation des pesticides et les OGM ; sur l'utilisation d'engrais azotés et ladite "bioéconomie". Chacun de ces sujets est d'une grande complexité, et chacun mériterait un ouvrage pour lui-même. Chacun exige, de celle qui le traite, une expertise forte, et une connaissance aussi bien des données scientifiques et technologiques que des rapports de force politiques. Ce sont six sujets que l'ouvrage réunit : six champs de mines qu'Inès Trépant s'est risquée à traverser.

C'est donc un véritable exploit que d'être parvenu à montrer, derrière l'hétérogénéité apparente des thèmes, une logique sous-jacente qui donne à l'ouvrage son unité. De quoi s'agit-il, au fond ? En première approximation, d'une concurrence entre deux modèles agricoles. D'un côté, figure ce que l'on appelle commodément l'agriculture "industrielle". Cette agriculture se caractérise par la recherche de rendements élevés par la promotion de monocultures, favorisant la production de volumes importants de matières premières agricoles, grâce à la mécanisation la plus poussée possible et à un paquet technologique dorénavant bien connu : engrais chimiques (un combiné d'azote, de phosphates et de potassium, auquel se réfère le fameux sigle "NPK"); pesticides (incluant herbicides, insecticides et fongicides); irrigation ; et utilisation de semences dites "à haut rendement", produites à une échelle industrielle par des firmes semencières spécialisées.

Cette agriculture-là uniformise au nom non pas tant de l'efficience dans l'utilisation des ressources, que d'une augmentation des rendements à l'hectare de la culture dominante et de la substitution des hommes et des femmes par des machines : l'avantage principal des monocultures pratiquées sur des grandes surfaces, c'est d'autoriser le passage des tracteurs et des moissonneuses-batteuses, ce qui permet de réduire le nombre de travailleurs agricoles actifs par surface. La réduction de l'agrobiodiversité et de la biodiversité des sols n'est qu'une des conséquences négatives qui en résultent. Parmi les autres conséquences, figurent la compaction des sols, empêchant ceux-ci de continuer de remplir leurs fonctions de captation et de filtrage de l'eau de pluie et de maintenir leur vie biologique ; la salinisation des sols, qu'entraîne une irrigation mal maîtrisée ou l'utilisation d'une eau de faible qualité ; une perte de matière organique dans les sols, empêchant ceux-ci de fonctionner comme puits de carbone et faisant d'eux, au contraire, des émetteurs nets de CO₂.

De l'autre côté, se profile l'alternative de l'agroécologie. Celle-ci promeut non pas l'uniformité, mais la diversité. Elle favorise les polycultures et le polyélevage, plutôt que les monocultures. Elle maximise les interactions négatives entre les plantes, les arbres et les animaux, en vue de limiter le recours aux intrants externes. Elle recourt aux engrais "verts", ou à la plantation de légumineuses afin de nourrir les sols en azote, réduisant ainsi le besoin d'engrais chimiques. Elle promeut les méthodes de contrôle biologique afin de réduire l'usage de pesticides. Elle favorise la résilience des cultures, en misant aussi bien sur la diversité des variétés cultivées sur un même espace que sur la diversité génétique au sein de chaque variété. En définitive, au lieu de voir la nature comme un ennemi à réduire, et de se donner comme but de la simplifier, elle voit la nature comme un allié avec lequel travailler, dans la reconnaissance de sa complexité. Dans l'agroécologie, la production agricole est conçue de manière cyclique, les déchets servant d'intrants. Ici, chaque plante remplit plusieurs fonctions, contribuant non seulement à la production totale de la parcelle mais également à l'équilibre d'ensemble de l'écosystème, en interaction avec ses autres composantes.

L'on aurait tort cependant de n'envisager le choix qui se présente à nous que sur le seul plan agronomique. Ce qui est en cause derrière cette concurrence entre deux modèles, c'est en réalité une opposition plus fondamentale entre deux manières de concevoir le rapport entre logique

écologique et logique économique. Dans un cas, l'impératif de maximisation des profits conduit à aligner les choix agronomiques sur les signaux des prix : l'on cultivera selon ce que les marchés attendent, même si cela doit conduire à l'appauvrissement des sols et à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Dans l'autre cas, le rapport entre les deux logiques s'inverse : l'on va d'abord tenter de comprendre comment, dans telle zone agroécologique spécifique, en fonction de la qualité des sols et de leur inclinaison, des ressources génétiques locales et des contraintes climatiques, l'exploitation doit être organisée. L'objectif sera de maximiser les interactions entre les différentes composantes du système, de manière à réduire la dépendance à des intrants externes. La logique écologique dicte alors les choix agronomiques, au lieu que ceux-ci soient faits en fonction des exigences du marché.

Ce qui est en jeu par conséquent, au bout du compte, ce sont les impacts de la commodification de la nature. Une fois que la nature est considérée comme facteur de production, comme "input" dans des processus économiques, notre rapport à elle se transforme. Nous en héritons, et nous en étions les gardiens ; elle subvenait à nos besoins, et nous nous représentions comme englobés par elle. A présent, nous l'avons domestiquée afin d'en faire une source de profit. Nous la transformons à cette fin. Nous lui dictons nos conditions. Nous la traitons non pas en fonction d'une logique de reproduction, mais en fonction d'une logique de croissance quantitative, dite productiviste, mais qui signifie à terme, très littéralement, que le sol se dérobera sous nos pieds. C'est de cette transformation de notre rapport à la nature que tout découle. Nul mieux sans doute que Karl Polanyi n'en a cerné les traits : "Par rapport à l'économie antérieure, la transformation qui aboutit à ce système [du marché autorégulateur] est si totale qu'elle ressemble plus à la métamorphose de la chenille qu'à une modification qui pourrait s'exprimer en termes de croissance et de développement continu. [...] En fait, la production mécanique, dans une société commerciale, suppose tout bonnement la transformation de la substance naturelle et humaine de la société en marchandises. [...] [Il] est évident que la dislocation provoquée par un pareil dispositif doit briser les relations humaines et menacer d'anéantir l'habitat naturel de l'homme".¹

En définitive, c'est toujours à ce point que revient le travail d'Inès Trépant, mélange d'enquête journalistique et d'étude scientifique : du dossier des OGM à celui des biocarburants, de celui des semences à celui des engrais ou des pesticides, c'est la volonté de faire produire, l'imposition d'une logique économique au détriment d'une logique écologique, qui explique les choix qui ont été faits.

Ceci donne la mesure du défi qu'affrontent celles et ceux qui, comme Inès Trépant, prétendent interroger cette logique. Il ne nous est plus permis d'ignorer les dangers que nous courons, en raison de l'épuisement des ressources et des ruptures climatiques. Nous sommes devenus conscients de la nécessité d'accélérer le passage aux énergies renouvelables, et nous savons ce que nous avons à redouter des chutes de rendements que peuvent amener le réchauffement climatique ou la multiplication de phénomènes météorologiques extrêmes. Rachel Carson, dès 1962, fut la première à tirer le signal d'alarme, avec son *Printemps silencieux*, ouvrage fondateur du mouvement écologiste moderne. Dix ans plus tard, dans son rapport *Halte à la croissance*, le Club de Rome nous alertait sur les limites planétaires à la poursuite de la croissance de notre consommation matérielle. Depuis le milieu des années 1970, notre utilisation des ressources et notre production de déchets que les écosystèmes doivent absorber dépassent les capacités de la Terre, et en 2005, l'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire (Millennium Ecosystems Assessment) montrait que 15 sur 24 des services d'origine écosystémique étudiés sont en cours de dégradation rapide ou exploités de manière irrationnelle: parmi eux figurent l'eau douce, la pêche intensive, la purification de l'air et de l'eau, la régulation du climat aux échelles régionales et locales, les risques de catastrophe naturelle, et les parasites. L'alerte sur l'impact de

¹ K. Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* (trad. fr. C. Malamoud, Paris, Gallimard, 1983), p. 70 (orig. *The Great Transformation*, New York, Rinehart, 1944).

l'augmentation des gaz à effet de serre a été donnée depuis le milieu des années 1980, conduisant à la mise sur pied du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat en 1988.

Les avertissements n'ont donc pas manqué, et même le grand public n'a plus de doutes aujourd'hui quant à l'importance de mieux préserver nos ressources, y compris la biodiversité, et de réduire nos déchets ou d'en faciliter l'absorption par les écosystèmes. Mais au coeur de cette prise de conscience, gît un paradoxe : ces avertissements en même temps créent un contexte qui permet de présenter comme des "solutions" des initiatives qui, en réalité, ne font qu'aggraver le problème et remettre à plus tard la transformation des consciences que la situation appelle. C'est au nom de la réduction de notre dépendance aux énergies fossiles que les biocarburants sont apparus comme une promesse au début des années 2000. C'est parce que la sécurité alimentaire serait menacée par la multiplication des sécheresses et des inondations ainsi que par l'épuisement des nappes phréatiques que les OGM sont présentés comme une solution dont on ne pourrait se permettre le luxe de se priver. C'est parce que la population mondiale augmente de près de 78 millions de personnes par an, et que la demande de protéines animales croît dans des proportions plus fortes encore, que l'élevage intensif et des solutions de type "révolution verte" -- ce que Inès Trépant appelle la "mentalité NPK" -- semblent s'imposer. En définitive, c'est bien sur le discours de la rareté que prospèrent les fausses solutions, et c'est le spectre de l'insuffisance qui constitue leur meilleur allié.

C'est pourquoi l'ouvrage d'Inès Trépant n'est pas seulement d'une réelle utilité. Il est également d'une grande intelligence, par le cadre d'analyse qu'il nous propose. Aborder les différents dossiers qu'il parcourt sous l'angle de la réduction de la biodiversité, c'est nous dire en substance : nous ne pouvons plus nous contenter de travailler sur des symptômes, comme le font les approches réunies sous le label de la "croissance verte", si cela conduit à aggraver les causes ; nous ne pouvons plus chercher refuge dans une fuite technologique, si cela aboutit à nier plus encore la complexité de la nature et à l'artificialiser, plutôt que de nous encourager à travailler avec elle ; nous ne pouvons plus continuer de favoriser une course à l'efficacité sous prétexte de calmer les angoisses néomalthusiennes qui partout se font jour, si ceci doit se payer du prix d'une perte de résilience -- une résilience dont la biodiversité constitue précisément une garantie essentielle.

C'est une course de vitesse qui est engagée entre la dégradation accélérée des ressources d'un côté, et notre capacité à inventer des solutions de l'autre. L'erreur serait de croire que cette course appelle de notre part, par priorité, un sursaut technologique. L'effort qu'il nous faut faire est à la fois plus important et plus simple : il est d'aller vers une civilisation plus sage, qui modère son appétit de consommation et qui sache refonder ce que Michel Serres appelle le contrat naturel -- un contrat, écrivait-il, "de symbiose et de réciprocité où notre rapport aux choses laisserait maîtrise et possession pour l'écoute admirative, la réciprocité, la contemplation et le respect, où la connaissance ne supposerait plus la propriété ni l'action".

Pour nous amener à comprendre l'urgence de cette mutation, je ne connais pas de meilleur guide qu'Inès Trépant. Écoutons-là.

Olivier De Schutter est professeur à l'Université catholique de Louvain et Membre de l'Académie royale de Belgique. Il a été le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation de 2008 à 2014, et il est membre depuis 2015 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU.